

Délibération n° 2022-134 du 19 octobre 2022

de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives portant autorisation de transfert d'informations nominatives ayant pour finalité

« *Accès aux informations consignées dans la passerelle d'accès sécurisée par les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde* »

présenté par Barclays Bank PLC (succursale de Monaco)

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du Conseil de l'Europe du 4 novembre 1950 ;

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et son Protocole additionnel ;

Vu la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.230 du 19 juin 2009 fixant les modalités d'application de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée, susvisée ;

Vu la déclaration ordinaire déposée par Barclays Bank PLC (succursale de Monaco) le 28 avril 2022 concernant la mise en œuvre d'un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Passerelle d'accès sécurisée aux services de la banque disponible dans le Cloud qui se concentre sur la gestion des périphériques et des applications mobiles* », et dont il a été délivré récépissé le 20 mai 2022 ;

Vu la demande d'autorisation de transfert concomitamment déposée par Barclays Bank PLC (succursale de Monaco), le 28 avril 2022, ayant pour finalité « *Transfert d'informations nominatives vers les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays* » ;

Vu le rapport de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives en date du 19 octobre 2022 portant examen du traitement automatisé susvisé.

La Commission de Contrôle des Informations Nominatives,

Préambule

Barclays Bank PLC est une société anglaise établie à Monaco par sa succursale enregistrée au RCI sous le numéro 68S01191, ayant pour activité « *la réalisation de toutes opérations de banque et connexes, telles que définies par la Loi bancaire* ».

Le 28 avril 2022, cette société a déclaré à la Commission un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Passerelle d'accès sécurisée aux services de la banque disponible dans le Cloud qui se concentre sur la gestion des périphériques et des applications mobiles* ». La Commission a émis un récépissé de mise en œuvre de ce traitement le 20 mai 2022.

Dans le cadre du traitement susvisé, les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde peuvent accéder aux informations contenues dans la passerelle d'accès sécurisée puisque suite à la synchronisation de l'adresse email d'un salarié, celui-ci peut se connecter aux différentes applications et services de la banque disponibles dans le Cloud.

L'Inde étant un pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat au sens de la législation monégasque, le transfert d'informations nominatives est soumis à l'autorisation de la Commission, conformément aux articles 20 et 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, objet de la présente demande.

I. Finalité et fonctionnalités du traitement

Le responsable de traitement indique que le transfert de données envisagé a pour finalité « *Transfert d'informations nominatives vers les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays* ».

Il s'appuie sur le traitement ayant pour finalité « *Passerelle d'accès sécurisée aux services de la banque disponible dans le Cloud qui se concentre sur la gestion des périphériques et des applications mobiles* ».

Les personnes concernées sont les salariés utilisateurs de la passerelle d'accès sécurisée de Barclays Bank PLC Monaco.

La Commission rappelle toutefois que tout traitement d'informations nominatives doit avoir une finalité « *déterminée, explicite et légitime* », aux termes de l'article 10-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

Aussi, en l'espèce, elle considère que la finalité du traitement doit être plus explicite pour les personnes concernées en indiquant d'une part que les données concernées sont celles de la passerelle d'accès sécurisée et d'autre part qu'il s'agit d'un accès par les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde

Par conséquent, la Commission modifie la finalité comme suit : « *Accès aux informations consignées dans la passerelle d'accès sécurisée par les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde* ».

II. Sur les informations collectées concernées par le transfert

Le responsable de traitement indique que les informations nominatives traitées dans le cadre du transfert sont :

- données d'identification électronique : adresse email professionnelle du salarié ;
- informations temporelles : logs, horodatage, fichiers journaux.

Les personnes ayant accès à ces informations sont les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM), sises en Inde, du Groupe Barclays.

La Commission considère ainsi que les informations nominatives transférées sont « *adéquates, pertinentes et non excessives* », conformément à l'article 10-1 de la Loi n° 1.165, du 23 décembre 1993.

III. Sur la licéité et la justification du transfert

Le responsable de traitement indique que le transfert ne répond à aucune des justifications prévues à l'article 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée.

Il précise toutefois avoir mis en place, conformément à ce même article, des garanties permettant d'assurer le respect de la protection des libertés et des droits au sein du Groupe Barclays.

La Commission relève ainsi que « *les transferts de données entre les différentes entités du Groupe Barclays sont régis par l'IGA (« Intra Group Agreement » signé entre les différentes entités du Groupe).*

A la lecture de ce document, la Commission constate qu'il contient des clauses relatives à la confidentialité précisant notamment que le groupe Barclays met en œuvre des procédures de confidentialité, de sécurité informatique et de protection des données personnelles, et encadrant les conditions de divulgation éventuelles d'informations nominatives et la sécurité informatique.

Il y est également prévu que les législations nationales de protection des données personnelles sont respectées. A cet égard, le responsable de traitement indique que « *(...) la protection des données personnelles ainsi prévue, les droits des personnes concernés et l'intervention de la CCIN dans ses missions dévolues par la Loi n° 1.165 sont garantis (...)* ».

Le responsable de traitement indique enfin que les personnes concernées sont informées par le biais du document « *Personal data privacy* » du Groupe ainsi que par la Charte Informatique spécifique à la succursale de Monaco qui a fait l'objet d'une communication par email le 29 novembre 2021 et est disponible sur son site intranet.

A cet égard, la Commission rappelle que cette information doit impérativement informer les personnes concernées de la finalité du traitement à l'origine du transfert d'information, de la finalité du transfert lui-même et de l'usage qui sera fait de leurs données personnelles par les destinataires ou catégories de destinataires des informations nominatives.

IV. Sur la sécurité du transfert et des informations

Les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité du transfert et des informations concernées n'appellent pas d'observation particulière.

La Commission rappelle néanmoins que, conformément à l'article 17 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 les mesures techniques et organisationnelles mises en place afin d'assurer la sécurité et la confidentialité du traitement au regard des risques présentés par celui-ci et de la nature des données à protéger devront être maintenues et mises à jour en tenant compte de l'état de l'art, afin de permettre de conserver le haut niveau de fiabilité attendu tout au long de la période d'exploitation du présent traitement.

Après en avoir délibéré, la Commission :

Modifie la finalité comme suit : « *Accès aux informations consignées dans la passerelle d'accès sécurisée par les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde* ».

Rappelle que l'information préalable des personnes concernées doit impérativement informer les personnes concernées de la finalité du traitement à l'origine du transfert d'information, de la finalité du transfert lui-même et de l'usage qui sera fait de leurs données personnelles par les destinataires ou catégories de destinataires des informations nominatives.

A la condition de la prise en compte de ce qui précède,

la Commission de Contrôle des Informations Nominatives **autorise Barclays Bank PLC (succursale de Monaco) à procéder au transfert d'informations nominatives ayant pour finalité « *Accès aux informations consignées dans la passerelle d'accès sécurisée par les équipes Active Directory (AD) et Azure Tenant Management (ATM) du Groupe Barclays sises en Inde* ».**

Le Président

Guy MAGNAN